

5 JANVIER 1983. — Arrêté ministériel
approuvant le règlement spécial de l'entrepôt public d'Eupen

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du
Commerce extérieur,

Vu la loi du 20 février 1978 (1), relative aux entrepôts douaniers
et au dépôt temporaire;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1979 (2) relatif aux entrepôts
douaniers et au dépôt temporaire, notamment l'article 15, modifié
par l'arrêté royal du 17 février 1981 (3), et les articles 27 et 28;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1979 (2), relatif aux
entrepôts douaniers, notamment l'article 7;

Vu la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt
public d'Eupen, en date du 8 septembre 1981, et l'approbation par
le conseil communal d'Eupen, en date du 12 octobre 1981,

Arrête :

Article unique. Est approuvé le règlement spécial de l'entrepôt
public d'Eupen figurant à l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 janvier 1983.

W. DE CLERCQ

5 JANUARI 1983. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring
van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Eupen

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en
Buitenlandse Handel,

Gelet op de wet van 20 februari 1978 (1), betreffende de
douane-entrepots en de tijdelijke opslag;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1979 (2), betref-
fende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, inzonderheid
op artikel 15, gewijzigd door het koninklijk besluit van
17 februari 1981 (3), en op de artikelen 27 en 28;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1979 (2), betref-
fende de douane-entrepots, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de beslissing van de Bestuurscommissie van het
openbaar entrepot te Eupen, d.d. 8 september 1981, en op de
goedkeuring door de gemeenteraad van Eupen, d.d. 12 okto-
ber 1981.

Besluit :

Enig artikel. Goedgekeurd wordt het in bijlage dezes opgenomen
bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Eupen.

Brussel, 5 januari 1983.

W. DE CLERCQ

Annexe à l'arrêté ministériel du 5 janvier 1983

(TRADUCTION)

Au cours de sa séance du 8 septembre 1981, la Commission
administrative de l'entrepôt public d'Eupen a pris la délibéra-
tion suivante :

1. Le règlement spécial de l'entrepôt public d'Eupen est fixé
comme suit :

REGLEMENT SPECIAL DE L'ENTREPOT PUBLIC D'EUPEN

CHAPITRE 1er. — Police de l'entrepôt

Heures d'ouverture. — Mesures de police et d'ordre intérieur

Article 1er. § 1er. L'entrepôt est ouvert du lundi au vendredi
de 8 à 12 heures et de 13 à 17 heures. Il est fermé les samedis,
dimanches et jours fériés.

§ 2. Le magasin spécial est ouvert aux mêmes heures tant pour
la vérification que pour le déchargement des camions.

Art. 2. Il n'est pas permis de pénétrer dans l'entrepôt, ni d'en
sortir sauf par les issues désignées à cet effet. Nul ne peut y
avoir accès, ne peut y séjourner hors des jours et heures fixés à
l'article précédent sans autorisation écrite du receveur.

Art. 3. L'usage des quais attenants à l'entrepôt est réservé au
dépôt des seuls colis ayant été soumis ou devant être soumis à une
formalité de la douane locale; ces colis ne peuvent toutefois
y séjourner que pendant le temps strictement nécessaire à cette
intervention et à leur prompt enlèvement.

Les déchets de toutes natures de marchandises, d'emballages,
de bourrage, de calage, etc., doivent être enlevés aussi prompte-
ment.

Art. 4. A l'égard des opérations de chargement, de déchargement
et d'autres manipulations justifiées et admises, par ou sur les
quais de l'entrepôt, des colis visés à l'article précédent, les

agents de la douane chargés ou non d'une mission de police d'en-
trepôt, pourront ordonner, suivant les directives et sous le
contrôle du contrôleur en chef ou du receveur, toutes les mesures
d'ordre qu'ils estimeront nécessaires ou utiles — touchant le
placement, le déplacement ou l'évacuation des colis — dans tous
les cas nécessaires, tels que : encombrement des quais, entrave
dans les vérifications douanières avec mise à quai des véhicules
ou en toutes autres circonstances, ainsi que dans la circulation
et le placement des colis, etc.

Dans toutes les éventualités, l'Administration est dégagée de
toute responsabilité à l'égard des colis, se trouvant sur ces quais,
ainsi qu'à l'endroit des opérations ou manipulations qu'ils auront
à subir.

Art. 5. Les ouvriers appelés à travailler en douane devront
être agréés conformément aux prévisions de l'article 15 de la loi
générale sur les douanes et accises; cet agrément pourra, d'une
part, être subordonné à la production d'un certificat de bonne
conduite délivré par l'autorité locale, et, d'autre part, être
l'objet du retrait.

Art. 6. Quiconque voudra introduire des ouvriers dans l'en-
trepôt est tenu de remettre au receveur une déclaration par
laquelle il se reconnaît formellement responsable de tout acte ou
délit qu'ils pourraient y commettre.

Art. 7. Les ouvriers admis à travailler dans les magasins de
l'entrepôt sont tenus de porter ostensiblement pendant la durée
des travaux une plaque ou un insigne identifiant suffisamment la
firme qui les occupe.

Art. 8. Il est interdit aux ouvriers de changer de plaque ou
d'insigne pendant la durée des travaux.

Art. 9. Dix minutes avant la cessation des travaux, les
ouvriers sont avertis de la fermeture des magasins. A ce moment,
les ouvriers sortiront de l'entrepôt.

(1) *Moniteur belge* du 22 mars 1978.

(2) *Moniteur belge* du 7 mars 1979.

(3) *Moniteur belge* du 27 février 1981.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1979.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1981.

Art. 10. Les portes ou grilles, entr'ouvertes, ne permettront le passage qu'à un seul homme à la fois; une visite corporelle pourra être effectuée sur chaque ouvrier. Au besoin, la visite pourra être pratiquée pendant le cours des travaux.

Art. 11. Il est formellement interdit de fumer ou de faire du feu dans l'enceinte ou dans les caves et d'entrer dans les magasins avec du feu ou des objets propres à en produire.

Art. 12. Les magasins de l'entrepôt, de même que les caves, ne pourront être pourvus que de l'éclairage électrique.

Art. 13. Aucune futaille, bouteille ou autre contenant, vide, ne peut être introduit dans l'entrepôt sans autorisation préalable du receveur, à délivrer sur une demande formulée à cet effet par écrit.

Art. 14. Les marques indiquées sur les documents d'entrée en entrepôt doivent être conservées sur les emballages, sauf autorisation à accorder par le contrôleur en chef ou le receveur dans le cadre des manipulations usuelles prévues au chapitre VIII du présent règlement.

Art. 15. Il est expressément recommandé de manier les colis avec prudence et de les déposer avec précaution de manière à prévenir des secousses, des bris ou autres dommages quelconques.

CHAPITRE II. — Droits de magasin

Art. 16. Les droits de magasin sont perçus conformément aux dispositions des articles 27 à 38 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, et aux dispositions des articles 17 à 22, ci-après.

Art. 17. Le tarif des droits de magasin est fixé comme suit :

1° Marchandises arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public :

a) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans le magasin	{	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A. exemption autres envois : par 100 kg poids brut 5,50 F minimum par colis 5,50 F	}	} pour le temps pendant lequel le dépôt dans le magasin spécial est autorisé
b) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel ailleurs que dans le magasin (quai ou cour)	{	par 100 kg poids brut 3,50 F	}	
c) lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement	{	par 1 000 kg poids brut 13 F sans que le droit puisse dépasser 130 F par camion ou remorque minimum par camion ou remorque 58 F	}	

2° Marchandises déposées dans les autres locaux ou dépendances de l'entrepôt public ou dans les succursales prévues à l'article 10 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire :

a) lorsque le dépôt a lieu dans un local réservé ou sur un emplacement réservé ..	par mètre carré	40 F par mois
b) dans les autres cas :		
tracteurs de toute espèce, automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé	par pièce	460 F par mois
autres marchandises	par 100 kg poids brut	16 F par mois

DISPOSITIONS PARTICULIERES
A L'APPLICATION DU DROIT DE MAGASIN SPECIAL

Art. 18. Lorsque les marchandises visées à l'article 17, 1°, sont transférées au magasin régi par le chapitre XII de la loi générale sur les douanes et accises, elles restent passibles du droit de magasin spécial, indépendamment du droit de magasin prévu à l'article 17, 2°, lettre b.

Art. 19. Le droit de magasin spécial est applicable :
 1° aux marchandises déclarées sur l'entrepôt public et pour lesquelles le receveur accorde la dispense d'emmagasinage lors de leur arrivée;
 2° aux marchandises importées qui sont présentées à l'entrepôt public en vue de leur renonciation au transit.

Art. 20. Les modalités pour la perception du droit de magasin spécial sont déterminées de commun accord entre l'Administration des douanes et accises et l'administration communale. Elle sont portées à la connaissance du public par un avis affiché dans les locaux de l'entrepôt.

Art. 21. Pour l'application du minimum par colis prévu à l'article 17, 1°, lettre a, ne sont pas considérés comme colis :
 1° les articles en verre, faïence, porcelaine, etc., simplement entourés de paille, de papier ou d'un emballage de protection similaire;

2° les récipients non emballés d'une capacité de 2,5 litres et moins contenant des vins, boissons distillées, bières ou autres liquides;

3° toutes les marchandises pondéreuses sans emballage (briques, dalles, plaques, barres ou tuyaux en métal, etc.).

Art. 22. Les colis qui en renferment plusieurs autres (colis groupés et containers) sont comptés chacun pour une unité. Si les différents colis sont dégroupés ou enlevés des containers à la demande des importateurs, le droit minimum est applicable pour chaque colis isolément.

CHAPITRE III

Marchandises dont l'entrée en entrepôt est interdite

Art. 23. Indépendamment des marchandises désignées à l'article 8 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, celles ci-après ne peuvent être reçues dans l'entrepôt, à savoir :

- les acides hydrochlorique, nitrique et sulfurique;
- l'alcool ou esprit de vin à 90 degrés ou plus de l'alcoomètre Gay-Lussac;
- les allumettes chimiques et celles soufrées;
- l'arsenic en poudre;
- les artifices de guerre et ceux pour divertissements;
- les bois de sapin;
- les bouts de laine grasse;

- les capsules pour armes à feu;
- les cendres de foyer et de houille;
- la chaux éteinte ou non éteinte;
- les charbons de terre et de bois;
- les chiffons;
- le cobalt en poudre;
- les cuirs et peaux verts, salés ou non;
- les engrais;
- l'essence de térébenthine;
- le foin;
- le goudron;
- les haréngs fumés;
- les huiles essentielles;
- les os de toutes sortes;
- la paille;
- les plies sèches;
- les rognures de cuir vertes;
- le soufre;
- le stockfish;
- les vernis liquides alcooliques et toutes marchandises insalubres ou dangereuses dont le voisinage peut nuire à d'autres;
- les munitions de sûreté.

Néanmoins, les marchandises qui ne sont pas exclues de l'entrepôt par la loi pourront être admises dans les succursales agréées conformément à l'article 10 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

CHAPITRE IV. — *Minimum des quantités admises à l'entrée et à la sortie de l'entrepôt*

Art. 24. L'entrée et la sortie de marchandises de l'entrepôt peuvent s'opérer par toutes quantités, sauf les cas déterminés par le Ministre des Finances, conformément à l'article 21 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

CHAPITRE V

Placement et arrimage des marchandises dans les magasins

Art. 25. Les marchandises seront placées à l'endroit qui sera désigné par le receveur; elles seront arrimées par espèce et séparément, de la manière qu'il prescrira.

Art. 26. Les changements de place et d'arrimage dans les magasins nécessités par l'intérêt du service ou par d'autres motifs réels sont faits en présence du propriétaire invité à y assister; ces opérations ont lieu aux frais de l'administration communale.

Hors ce cas, il est interdit de changer de quelque manière que ce soit, la place ou l'arrimage des marchandises, à moins d'autorisation spéciale du receveur.

Art. 27. A la sortie de l'entrepôt, la partie entière des marchandises, sans distinction de nature, portée dans un même document, doit être réunie, pour la vérification à l'endroit prévu à cet effet ou à tout autre endroit jugé opportun par le service douanier de vérification. Dans le cas où cette opération aurait lieu dans les magasins, les marchandises devront être débarrassées et réunies de manière à en faciliter la reconnaissance.

Les colis dont la vérification est terminée sont laissés à la disposition des déclarants à l'endroit prévu à l'alinéa précédent. Ils doivent être enlevés au plus tôt et en tout état de cause, au plus tard le surlendemain soir de la date du certificat ou du visa de vérification. Dès que la vérification est terminée, la responsabilité de l'Administration est dégagée du chef de vol, de soustraction, d'avaries ou de tous autres dommages quelconques.

La même obligation d'enlèvement incombe aux déclarants en ce qui concerne les déchets de marchandises et emballages de toute nature.

Dans le cas où les déclarants ne se conformeraient pas à l'une ou à l'autre des dispositions énoncées aux deux alinéas qui précèdent, les manipulations seront effectuées d'office, aux frais des déclarants, sans préjudice des pénalités déterminées par l'article 41 du présent règlement.

Art. 28. Les colis dont la vérification est interrompue ou suspendue pour une cause quelconque devront être refermés et déposés dans un local désigné par le contrôleur en chef.

Art. 29. Les colis vérifiés et non enlevés dans le délai prescrit à l'article 27 peuvent être placés dans un endroit spécial désigné par le contrôleur en chef, aux risques et périls des

déclarants et aux frais de ceux-ci. Ces colis sont, en tout état de cause, passibles de droits de dépôt équivalents aux droits de magasin prévus par le présent règlement, la responsabilité de l'Administration restant toutefois dégagée, comme prévu au deuxième alinéa de l'article 27.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux marchandises déposées au magasin spécial de l'entrepôt, alors qu'elles ont été déclarées dans les quinze jours de leur arrivée sans toutefois être enlevées dans le délai mentionné au même article 27.

CHAPITRE VI

Apposition et conservation des étiquettes

Art. 30. Une étiquette est placée sur chaque partie distincte de marchandises.

Art. 31. Aussitôt que les marchandises sont arrimées, l'entrepositaire présente au visa du receveur ou de l'agent chargé des fonctions de magasinier des étiquettes conformes au modèle arrêté par le Ministre des Finances et contenant toutes les indications requises.

Art. 32. Lorsque les étiquettes sont revêtues du visa prescrit par l'article précédent, l'entrepositaire les place, sans délai, sur les marchandises qu'elles concernent, et veille à leur conservation.

Art. 33. Les étiquettes ne sont pas modifiées tant que les marchandises qu'elles sont destinées à renseigner restent dans le même magasin et sous le même nom; lors de l'enlèvement de la partie de marchandises qu'elles concernent, elles sont retirées par les agents de la douane. En cas de transcription, le nouvel entrepositaire est tenu de remplir toutes les obligations ci-dessus, pour la partie qui lui est transcrite.

CHAPITRE VII. — *Levée des échantillons*

Art. 34. Aucun échantillon ne peut être levé que sur la présentation d'une déclaration en consommation avec paiement des droits, soit immédiatement, soit ultérieurement sur engagement de paiement, suivant les prévisions de l'article 22 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

CHAPITRE VIII

Manipulations à apporter aux marchandises déposées en entrepôt

Art. 35. Conformément à l'article 16 de la loi du 20 février 1978, ainsi qu'à l'article 8, § 1er, de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, relatifs aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, le changement d'emballage, le triage, l'assortiment et autres manipulations usuelles des marchandises, déposées en entrepôt, sont soumis à l'autorisation du contrôleur en chef ou du receveur, auquel une déclaration écrite doit être remise préalablement à cet effet.

En ce qui concerne les marchandises manufacturées, ces opérations ne peuvent avoir lieu que dans le local spécialement désigné à cette fin par le receveur; les entrepositaires sont tenus d'y procéder sans désemparer, comme aussi de remettre immédiatement les marchandises en colis.

En ce qui concerne le changement d'emballage, les marques portées sur les emballages primitifs devront être reportées avec exactitude, sur les emballages nouveaux aussitôt que les colis seront formés, sauf autorisation visée au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE IX. — *Étalage des marchandises*

Art. 36. Aucun étalage de marchandises manufacturées ne peut avoir lieu pour être exposées en vente publique. Dans les autres cas, l'étalage ne peut avoir lieu que moyennant autorisation du receveur.

CHAPITRE X

Locaux réservés et emplacements réservés

Art. 37. Dans les magasins de l'entrepôt, des locaux ou emplacements peuvent être mis à la disposition des entrepositaires pour leurs besoins exclusifs.

L'attribution de ces locaux et emplacements, dénommés « locaux réservés » et « emplacements réservés » a lieu par l'administration communale, après consultation du receveur.

Dans chaque cas, l'acte à intervenir entre l'administration communale et l'entrepositaire fixe la durée pour laquelle le local ou l'emplacement est mis à la disposition de ce dernier et les conditions auxquelles elle est subordonnée.

Art. 38. Le receveur peut prescrire :

a) que les emplacements soient clôturés;
b) que les locaux et les emplacements clôturés soient fermés à deux clefs, dont l'une est conservée par l'entrepositaire et l'autre par la douane, afin qu'ils ne puissent y avoir séparément accès.

Art. 39. L'entrepositaire qui cède à un tiers la totalité de ses marchandises entreposées ne peut lui céder, en même temps, son local réservé ou son emplacement réservé qu'avec l'autorisation préalable de l'administration communale, laquelle consulte le receveur.

Art. 40. Les dispositions du présent règlement sont applicables aux locaux réservés et aux emplacements réservés, compte tenu des facilités que la douane est autorisée à accorder en vertu de la réglementation générale.

CHAPITRE XI. — Dispositions générales

Art. 41. Toute contravention aux mesures d'ordre et de police prescrites par le présent règlement sera punie de l'amende de l'ordre de 500 à 4 000 francs, fixée par l'article 55, § 1er, de la loi du 20 février 1978, relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des peines prononcées par les lois en vigueur.

2. La présente délibération entrera en vigueur, sous réserve de l'approbation par le conseil communal, le premier du mois suivant l'approbation par le Ministre des Finances.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 5 janvier 1983.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

W. DE CLERCQ

Bijlage bij het ministerieel besluit van 5 januari 1983

(VERTALING)

Tijdens haar vergadering van 8 september 1981 heeft de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Eupen, de volgende beslissing getroffen :

1. Het bijzonder reglement van het openbaar entrepot van Eupen wordt vastgesteld als volgt :

BIJZONDER REGLEMENT VAN HET OPENBAAR ENTREPOT TE EUPEN

HOOFDSTUK I. — Politie van het entrepot. — Openingsuren Politiemaatregelen en maatregelen van inwendige orde

Artikel 1. § 1. Het entrepot is open van maandag tot vrijdag, van 8 tot 12 uur en van 13 tot 17 uur. Het is gesloten op zaterdag, zondagen en wettelijke feestdagen.

§ 2. Het bijzonder magazijn is open op dezelfde uren, zowel voor de verificatie als voor het lossen van vrachtwagens.

Art. 2. Het is niet toegestaan andere dan de daartoe aangewezen toegangen te gebruiken om binnen het erf van het entrepot te komen of om het te verlaten. Buiten de dagen en uren vastgesteld in voorgaand artikel mag niemand toegang hebben tot het entrepot of er verblijven, behoudens schriftelijke machtiging van de ontvanger.

Art. 3. Het gebruik van de kaai verboden aan het entrepot is alleen voorbehouden voor de colli die onderworpen werden of die nog moeten onderworpen worden aan formaliteiten van de plaatselijke douane; deze colli mogen daar slechts verblijven gedurende de tijd die absoluut nodig is voor het afhandelen van de formaliteiten en voor de spoedige wegneming.

Alle soorten van afval : van goederen, verpakkingen, opvulsel, stutten, enz. moeten zo spoedig mogelijk worden weggehaald.

Art. 4. Wat betreft het laden, lossen en andere verantwoorde en toegelaten behandelingen via of op de kaaien van het entrepot, van colli vermeld in het vorig artikel, mogen de douane-ambtenaren die al dan niet met een politieopdracht in het entrepot belast zijn, volgens de richtlijnen en onder controle van de hoofdcontroleur of de ontvanger, alle ordemaatregelen treffen die zij nodig of nuttig achten in verband met de plaatsing, verplaatsing of verwijdering van de colli; dit kan geschieden in alle gevallen waar het nodig blijkt zoals versperring van de kaaien, moeilijkheden bij het verifiëren omdat voertuigen tegen de kaai geplaatst zijn en verder in andere gevallen zoals het verkeer en de plaatsing van de colli, enz.

In ieder geval is de administratie niet aansprakelijk voor de colli die zich op kaai bevinden of op plaatsen waar de verrichtingen of behandelingen plaatsvinden.

Art. 5. De werklieden die bij de douaneverrichtingen worden te werk gesteld, moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de algemene wet inzake douane en accijnzen erkend zijn; deze erkenning kan afhankelijk worden gesteld van de aflevering van een getuigschrift van goed gedrag afgeleverd door de plaatselijke overheid en kan ook worden ingetrokken.

Art. 6. Al wie werklieden in het entrepot wenst binnen te brengen is gehouden de ontvanger een verklaring te overhandigen waarbij hij zich uitdrukkelijk verantwoordelijk stelt voor de daden of misdrijven die zij zouden kunnen begaan.

Art. 7. De werklieden gemachtigd om te werken in de magazijnen van het entrepot moeten tijdens de duur van de werkzaamheden op zichtbare wijze een plaat of kenteken dragen met voldoende aanduidingen betreffende de firma die hen tewerkstelt.

Art. 8. De werklieden mogen die platen of kentekens niet veranderen tijdens het werk.

Art. 9. Tien minuten vóór het einde van de werkzaamheden, worden de werklieden verwittigd dat de magazijnen gesloten worden. De werklieden moeten dan het entrepot verlaten.

Art. 10. De deuren of hekkens worden maar half geopend om slechts aan een enkele persoon tegelijk doorgang te verlenen; een lijfvisitatie mag op elke werkman gedaan worden. Desnoods mag dergelijke visitatie tijdens de werkzaamheden gedaan worden.

Art. 11. Het is strikt verboden te roken of vuur te maken binnen het erf of in de kelders en de magazijnen binnen te gaan met vuur of met voorwerpen die van aard zijn om brand te verwekken.

Art. 12. In de magazijnen en de kelders van het entrepot mag alleen elektrische verlichting gebruikt worden.

Art. 13. Ledige vaten, flessen of andere verpakkingen mogen zonder machtiging van de ontvanger niet in het entrepot binnengebracht worden; deze machtiging wordt slechts afgeleverd na schriftelijke aanvraag.

Art. 14. De merken die vermeld zijn op de documenten waarmee de goederen in het entrepot zijn binnengebracht moeten op de verpakkingen bewaard worden, tenzij er een machtiging verleend wordt door de hoofdcontroleur of ontvanger, in het kader van de gebruikelijke behandelingen voorzien in Hoofdstuk VIII van dit reglement.

Art. 15. De colli moeten voorzichtig behandeld en neergezet worden ten einde schokken, breuk of enigerlei beschadiging te voorkomen.

HOOFDSTUK II. — Magazijnrechten

Art. 16. De inning van de magazijnrechten geschiedt overeenkomstig de artikelen 27 t/m 38 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag en de bepalingen van de hiernavolgende artikelen 17 t/m 22.

Art. 17. Het tarief van de magazijnrechten wordt vastgesteld als volgt :

1° Goederen welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in het magazijn wordt gelost ..	{ kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten andere zendingen : per 100 kg brutogewicht minimum per colli	vrijstelling 5,50 F 5,50 F	} Voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is			
				b) wanneer geheel of gedeeltelijk wordt gelost, elders dan in het magazijn (kaai of binnenplaats)	{ per 100 kg brutogewicht per 1 000 kg brutogewicht	3,50 F 13 F, zonder dat het recht per vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 130 F mag te boven gaan

2° Goederen opgeslagen in andere lokalen of aanhorigheden van het openbaar entrepot of in de hulpinrichtingen bedoeld in artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag :

a) wanneer de goederen worden opgeslagen in een voorbehouden lokaal of op een voorbehouden emplacement	per m ²	40 F per maand
b) in de andere gevallen :		
tractors van alle soorten, automobielen voor personen- of goederenvervoer; chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd	per stuk	460 F per maand
overige goederen	per 100 kg brutogewicht	16 F per maand

SPECIALE BEPALINGEN VOOR DE TOEPASSING VAN HET RECHT VAN HET BIJZONDER MAGAZIJN

Art. 18. Wanneer de in artikel 17, 1°, bedoelde goederen worden overgebracht naar het magazijn bedoeld in hoofdstuk XII van de algemene wet inzake douane en accijnzen, blijven ze onderworpen aan het recht van het bijzonder magazijn, benevens het recht voorzien in artikel 17, 2°, letter b.

Art. 19. Het recht van het bijzonder magazijn is toepasselijk op :
 1° de goederen aangegeven voor het openbaar entrepot maar waarvoor de ontvanger, bij hun aankomst, vrijstelling van opslag verleent;

2° de ingevoerde goederen welke in het openbaar entrepot worden vertoond met het oog op het afzien van de doorvoer.

Art. 20. De wijze van inning van het recht van het bijzonder magazijn wordt bepaald in overleg tussen de Administratie der douane en accijnzen en het gemeentebestuur. Ze wordt ter kennis gebracht van het publiek door het aanplakken van een bericht in de lokalen van het entrepot.

Art. 21. Voor de toepassing van het minimum per colli, voorzien in artikel 17, 1°, letter a, zijn niet als colli aan te merken :

1° artikelen van glas, van faience, van porselein, enz., enkel verpakt in stro, papier of dergelijke;

2° niet verpakte recipiënten met een inhoudsvermogen van maximum 2,5 liter, met wijn, gedistilleerde dranken, bier of andere vloeistoffen;

3° alle zware goederen, niet verpakt (bakstenen; plavuizen; platen, staven of buizen van metaal; enz.).

Art. 22. Colli die verschillende andere colli bevatten (gegroepeerde colli en containers) worden elk voor één eenheid geteld. Worden de verschillende colli op verzoek van de importeur, losgemaakt of uit de containers weggenomen, dan is het minimumrecht eventueel toepasselijk voor ieder collo afzonderlijk.

HOOFDSTUK III

Goederen welke niet in het entrepot zijn toegelaten

Art. 23. Ongeacht de goederen bedoeld in artikel 8 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, worden de hiernavermelde goederen niet toegelaten in entrepot :

- zoutzuur, salpeterzuur en zwavelzuur,
- alcohol of geestrijke dranken van 90 graden of meer van de alcoholmeter Gay-Lussac,
- chemische lucifers en zwavellucifers,
- arsenicum in poeder,
- oorlogs- en ontpanningsvuurwerk,
- sparrehout,
- vette wolstukjes,
- hulzen voor vuurwapens,
- as,
- gebluste of niet gebluste kalk,
- steenkool en houtskool,
- vodden,
- kobalt in poeder,
- ongelooide huiden en vellen, gezouten of niet,
- meststoffen,
- terpentijnolie,
- hooi,
- teer,
- gerookte haring,
- etherische oliën,
- beenderen van alle soorten,
- stro,
- gedroogde pladijs,
- resten van ongelooide huiden,
- zwavel,
- stokvis,
- alcoholische vloeibare vernis en alle schadelijke of gevaarlijke goederen waarvan de aanwezigheid schadelijk is voor andere goederen,
- veiligheidsmunitie.

De goederen waarvan de opslag niet verboden is door de wet kunnen nochtans toegelaten worden in de hulpinrichtingen aangenomen overeenkomstig artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepôts en de tijdelijke opslag.

HOOFDSTUK IV

Minimum toegelaten hoeveelheden bij inslag en uitslag uit entrepot

Art. 24. Bij inslag van goederen in en bij uitslag uit entrepot is er overeenkomstig artikel 21 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepôts en de tijdelijke opslag, geen beperking inzake de hoeveelheid, behoudens in de gevallen door de Minister van Financiën bepaald.

HOOFDSTUK V

Plaatsen en stuwen van de goederen in de magazijnen

Art. 25. De goederen worden opgeslagen op de plaats aangewezen door de ontvanger; ze worden per soort en afzonderlijk gestuwd op de wijze die hij voorschrijft.

Art. 26. De verandering van plaats of van stuwning in de magazijnen, nodig in het belang van de dienst of om andere redenen welke deze maatregel rechtvaardigen, geschiedt in aanwezigheid van de eigenaar die daartoe wordt uitgenodigd; deze verrichtingen hebben plaats op kosten van het gemeentebestuur.

Buiten dit geval is het verboden, op welke wijze ook, de plaats of de stuwning te veranderen tenzij met een bijzondere toelating van de ontvanger.

Art. 27. Bij de uitslag uit het entrepot moet de gehele partij goederen, die op een zelfde document vermeld is, ongeacht de aard van de goederen, voor de verificatie worden bijeengebracht op de daartoe voorziene plaats of eventueel op een andere plaats indien de verificatiedienst van de douane dat goedvindt. In geval deze verrichting plaats heeft in de magazijnen, moeten de goederen zo afgestapeld en bijeengebracht worden dat het nazien gemakkelijk kan gebeuren.

De colli waarvan de verificatie beëindigd is, worden ter beschikking gesteld van de aangevers op de plaats voorzien in de vorige alinea. Zij moeten zo spoedig mogelijk weggenomen worden, en in ieder geval de avond van de tweede dag volgend op de datum van het certificaat of visum van verificatie. Zodra de verificatie beëindigd is, is de Administratie niet meer aansprakelijk voor diefstal, verduistering of beschadigingen van welke aard ook.

Dezelfde verplichting van wegneming berust op de aangevers voor de resten van goederen en verpakkingen van gelijk welke soort.

Ingeval de aangevers zich niet houden aan de een of andere bepaling aangeduid in voorgaande twee alinea's zullen de behandelings ambtshalve uitgevoerd worden op kosten van de aangever, onverminderd de boete bepaald in artikel 41 van dit reglement.

Art. 28. De colli waarvan de verificatie om een of andere reden onderbroken of uitgesteld werd, moeten opnieuw gesloten worden en in een door de hoofdcontroleur aangeduid lokaal geplaatst worden.

Art. 29. De colli die geverifieerd zijn maar niet weggenomen binnen de termijn voorgeschreven in artikel 27 hierboven, mogen op risico en op kosten van de aangever worden neergezet op een speciale plaats aangeduid door de hoofdcontroleur. De colli zijn in ieder geval onderworpen aan opslagrechten die gelijk zijn aan de magazijnrechten van dit reglement; zoals bepaald in de tweede alinea van artikel 27 is de Administratie niet aansprakelijk voor de goederen.

De bepalingen van dit artikel worden eveneens toegepast op de goederen in het bijzonder magazijn van het entrepot die wel ingeklaard werden binnen de veertien dagen na hun aankomst, maar niet afgehaald zijn binnen de termijn vermeld in hetzelfde artikel 27.

HOOFDSTUK VI

Aanbrengen en bewaren van etiketten

Art. 30. Op iedere afzonderlijke partij wordt een etiket aangebracht.

Art. 31. Zohaast de goederen gestuwd zijn, biedt de entrepositaris aan het visum van de ontvanger of ambtenaar-magazijnier, etiketten aan die overeenstemmen met het model vastgesteld door de Minister van Financiën en die al de vereiste aanduidingen behelzen.

Art. 32. Zodra de etiketten voorzien zijn van het visum voorgeschreven in voorgaand artikel, brengt de entrepositaris ze onverwijld aan op de goederen waarop ze betrekking hebben en waakt erover dat ze onaangetast blijven.

Art. 33. De etiketten mogen niet veranderd worden zolang de goederen waarover ze aanduidingen geven in hetzelfde magazijn en onder dezelfde naam blijven; bij het weghalen van de partij goederen waarop die etiketten betrekking hebben, worden ze door de douanebeambten weggenomen. In geval van overschrijving is de nieuwe entrepositaris gehouden voor de op zijn naam overgeschreven partij al de hierboven gemelde verplichtingen na te komen.

HOOFDSTUK VII. — Monsterneming

Art. 34. Monsters mogen slechts weggenomen worden na overlegging van een aangifte ten verbruik met onmiddellijke betaling van de rechten, of met een verbintenis tot betaling achteraf, volgens de bepalingen van artikel 22 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende de douane-entrepôts en de tijdelijke opslag.

HOOFDSTUK VIII

Behandelingen van de in entrepot opgeslagen goederen

Art. 35. Overeenkomstig artikel 16 van de wet van 20 februari 1978 en van artikel 8, § 1 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende de douane-entrepôts en de tijdelijke opslag, mogen veranderingen van verpakking, sortering, samenvoeging en andere gebruikelijke behandelingen van goederen slechts geschieden met een machtiging van de hoofdcontroleur welke wordt uitgereikt na een schriftelijke aanvraag.

Behandelingen van de afgewerkte goederen mogen slechts gebeuren in een daartoe door de ontvanger speciaal aangewezen lokaal. De entrepositarissen zijn gehouden die verrichtingen zonder onderbreking voort te zetten alsmede de goederen onmiddellijk terug in colli te verpakken.

Bij verandering van verpakking moeten de op de oorspronkelijke verpakking aangebrachte merken, zohaast de colli klaar zijn, nauwkeurig op de nieuwe verpakking overgebracht worden.

HOOFDSTUK IX. — Uitstalling van goederen

Art. 36. Uitstalling van afgewerkte goederen voor een openbare verkoop is verboden. In de andere gevallen mag uitstalling geschieden na machtiging van de ontvanger.

HOOFDSTUK X

Voorbehouden lokalen en voorbehouden emplacements

Art. 37. In de magazijnen van het openbaar entrepot, kunnen lokalen en emplacements ter beschikking van de entrepositarissen worden gesteld voor hun exclusieve behoeften.

De toewijzing van deze lokalen en emplacements die aangeduid worden als « voorbehouden lokalen » en « voorbehouden emplacements » geschiedt door het gemeentebestuur nadat de ontvanger geraadpleegd is.

In elk geval bepaalt de akte tussen het gemeentebestuur en de entrepositaris de duur van de terbeschikkingstelling en de voorwaarden waaraan ze is ondergeschikt.

Art. 38. De ontvanger kan voorschrijven :

- a) dat de emplacements moeten worden afgesloten;
- b) dat de lokalen en de afgesloten emplacements met twee sleutels worden gesloten, waarvan de ene bewaard wordt door de entrepositaris en de andere door de douane, opdat beide partijen er niet afzonderlijk toegang zouden hebben.

Art. 39. De entrepositaris die al zijn opgeslagen goederen aan een derde afstaat, kan hem tegelijkertijd zijn voorbehouden lokaal of zijn voorbehouden emplacement slechts afstaan na voorafgaande machtiging van het gemeentebestuur dat de ontvanger raadpleegt.

Art. 40. De bepalingen van dit reglement zijn toepasselijk op de voorbehouden lokalen en de voorbehouden emplacements, rekening houdend met de faciliteiten die de douane gemachtigd is te verlenen krachtens de algemene reglementering.

HOOFDSTUK XI. — *Algemene bepalingen*

Art. 41. Elke overtreding van de orde- en politiematregelen door dit reglement voorgeschreven, wordt gestraft met de geldboete van 500 tot 4000 frank, bepaald bij artikel 55, § 1, van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de

tijdelijke opslag, onverminderd de toepassing, zo daartoe redenen bestaan, van de straffen voorzien door de van kracht zijnde wetten.

2. Deze beslissing treedt in werking, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad, de eerste van de maand volgend op de goedkeuring door de Minister van Financiën.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 5 januari 1983.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

W. DE CLERCQ

Anlage zum Ministerialerlass vom 5. Januar 1983

Während ihrer Sitzung vom 8. September 1981 hat die Verwaltungskommission des öffentlichen Zollagers von Eupen folgenden Beschluss gefasst:

1. Die Sonderregelung des öffentlichen Zollagers von Eupen wird wie folgt festgelegt:

SONDERREGELUNG DES ÖFFENTLICHEN ZOLLAGERS EUPEN

KAPITEL I. — *Polizei des Zollagers. — Öffnungszeiten**Polizeimassnahmen und massnahmen der inneren Ordnung*

Artikel 1. § 1. Das Zollager ist von montags bis freitags von 8.00 bis 12.00 Uhr und von 13.00 bis 17.00 Uhr geöffnet. Samstags, sonntags und an Feiertagen ist es geschlossen.

§ 2. Das Sonderlager ist zu den gleichen Zeiten sowohl für die Überprüfung als auch für das Entladen von Lastwagen geöffnet.

Art. 2. Das Zollager darf nur durch die dazu vorgesehenen Ein- und Ausgänge betreten oder verlassen werden. Ohne die schriftliche Erlaubnis des Einnehmers hat niemand Zutritt dazu und darf niemand sich ausserhalb der im vorhergehenden Artikel festgelegten Tage und Stunden darin aufhalten.

Art. 3. Die Benutzung der Rampen neben dem Zollager ist der Lagerung nur jener Pakete vorbehalten, die einer Formalität des örtlichen Zolls unterworfen worden sind oder werden müssen; diese Pakete dürfen jedoch nur solange dort liegen bleiben, wie unbedingt notwendig ist für die Intervention und ihr promptes Wegräumen.

Abfälle aller Art: Waren, Verpackungen, Füllmaterial, Befestigungsmaterial, usw., müssen ebenso prompt weggeräumt werden.

Art. 4. Was das Verladen, Entladen und andere gerechtfertigte und erlaubte Behandlungen der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Pakete mittels oder auf den Rampen des Zollagers betrifft, können die Zollbeamten, gleich ob sie einen Polizeiauftrag im Zollager haben oder nicht, nach Massgabe der Richtlinien und unter der Aufsicht des Hauptkontrolleurs oder des Einnehmers alle Ordnungsmassnahmen befehlen, die sie für notwendig oder nützlich erachten — betreffend die Ablage, das Verrücken oder das Wegräumen von Paketen — und zwar in allen notwendig oder nützlich erachten — betreffend die Ablage, das der Zollkontrollen mit dem Anfahren der Fahrzeuge an den Rampen oder unter allen anderen Umständen wie im Verkehr und bei der Ablage der Pakete, usw.

Auf jeden Fall trägt die Verwaltung keinerlei Verantwortung für die Pakete, die sich auf den Rampen befinden sowie an dem Ort, an dem die notwendigen Geschäfte oder Verrichtungen durchgeführt werden.

Art. 5. Die im Zolldienst arbeitenden Arbeiter müssen gemäss den Vorschriften des Artikels 15 des allgemeinen Gesetzes über die Zölle und Akzinsen zugelassen werden, diese Zulassung kann der Beibringung eines durch die örtlichen Behörden ausgestellten Führungszeugnisses unterworfen sein und demgemäss entzogen werden.

Art. 6. Gleich wer Arbeiter ins Zollager schicken will, muss dem Einnehmer eine Erklärung abgeben, mit der er formell seine Verantwortung anerkennt für alle Handlungen oder Delikte, welche diese dort verüben könnten.

Art. 7. Die Arbeiter, die zu Arbeiten im Zollager zugelassen sind, müssen während der Dauer der Arbeiten gut sichtbar eine Plakette oder ein Abzeichen tragen, das die Firma, die sie beschäftigt, zur Genüge identifiziert.

Art. 8. Es ist den Arbeitern untersagt, während der Dauer der Arbeiten die Plakette oder das Abzeichen zu ändern.

Art. 9. Zehn Minuten vor dem Einstellen der Arbeiten werden die Arbeiter von der Schliessung der Lager unterrichtet. In diesem Augenblick verlassen die Arbeiter das Zollager.

Art. 10. Die zur Hälfte geöffneten Türen oder Gitter erlauben den Durchlass von nur jeweils einer Person; jeder Arbeiter kann einer Leibesvisitation unterworfen werden. Gegebenenfalls kann diese Visitation während der Arbeiten durchgeführt werden.

Art. 11. Es ist formell untersagt, in der Halle oder in den Kellern zu rauchen oder Feuer zu entfachen und das Lager mit Feuer oder feuerverursachenden Objekten zu betreten.

Art. 12. Die Magazine sowie die Keller des Zollagers dürfen nur mit elektrischer Beleuchtung versehen sein.

Art. 13. Keinerlei Fass, Flasche oder anderer Behälter darf leer in das Zollager eingeführt werden ohne die vorherige Erlaubnis des Einnehmers, die auf eine dementsprechende schriftliche Anfrage erteilt wird.

Art. 14. Die auf den Eingangsdokumenten des Zollagers angegebenen Kennzeichen müssen auf den Verpackungen aufgetragen bleiben, ausser mit der Erlaubnis, die der Hauptkontrolleur oder der Einnehmer im Rahmen der gewöhnlichen in Kapitel VIII gegenwärtiger Regelung vorgesehenen Verrichtungen erteilt.

Art. 15. Es wird ausdrücklich empfohlen, die Pakete mit Vorsicht zu behandeln und sie behutsam abzusetzen, um Stösse, Brüche oder irgendwelche andere Schalen zu vermeiden.

KAPITEL II. — *Lagergebühren*

Art. 16. Die Lagergebühren werden gemäss den Bestimmungen der Artikel 27 bis 38 des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 1979 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung sowie der Artikel 17 bis 22 hiernach erhoben.

Art. 17. Der Tarif der Lagergebühren wird wie folgt festgelegt :

1° Waren, die als Bestimmungsort das Sondermagazin des öffentlichen Zollagers haben :

a) wenn im Magazin alles oder teilweise entladen wird	{ Kleine Sendungen, die als solche von Gebühren und M.W.S. befreit werden können Andere Sendungen : pro 100 Kg Bruttogewicht Minimum pro Paket	Befreiung 5,50 Fr. 5,50 Fr.	} Für die Zeit, während der die Hinterlegung im Sondermagazin erlaubt ist.
b) wenn die vollständige oder teilweise Entladung anderweitig als im Magazin stattfindet (Rampe oder Hof)	{ Pro 100 Kg Bruttogewicht Pro 1 000 Kg Bruttogewicht	3,50 Fr. 13 Fr., ohne dass die Gebühr 130 Fr. pro Lastwagen oder An- darf.	
c) wenn mit Genehmigung des Zolls keine Entladung stattfindet	{ Minimum pro Lastwagen oder Anhänger	58 Fr.	

2° Waren, die in den anderen Räumen oder Dependenz des öffentlichen Zollagers oder in den in Artikel 10 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung vorgesehenen Filialen :

a) wenn die Hinterlegung in einem reservierten Raum oder an einem reservierten Ort stattfindet	Pro Quadratmeter	40 Fr. pro Monat
b) in den anderen Fällen :		
Zugmaschinen aller Art, Autos für den Transport von Personen oder Waren, Autogestelle, die unverpackt eingeführt werden	Pro Stück	460 Fr. pro Monat
Andere Waren	Pro 100 Kg Bruttogewicht	16 Fr. pro Monat

BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DIE ERHEBUNG DER BESONDEREN LAGERGEBÜHR

KAPITEL III. — Waren, deren Aufnahme in das Zollager untersagt ist

Art. 18. Wenn die in Artikel 17, 1. bezeichneten Waren in das durch Kapitel XII des allgemeinen Gesetzes über die Zölle und Akzisen verwaltete Magazin geschafft werden, bleiben sie, unabhängig von der in Artikel 17, 2. b vorgesehenen Lagergebühr, der besonderen Lagergebühr pflichtig.

Art. 19. Die besondere Lagergebühr wird erhoben auf :

- 1° Waren, die für das öffentliche Zollager angegeben werden und durch den Einnahmer bei ihrer Ankunft von der Lagerung dispensiert werden;
- 2° importierte Waren, die im Zollager im Hinblick auf den Verzicht ihrer Durchfuhr präsentiert werden.

Art. 20. Die Modalitäten für die Erhebung der besonderen Lagergebühr werden in gegenwärtigem Einverständnis durch die Zoll- und Akzisenverwaltung und die Stadtverwaltung festgelegt. Sie werden der Öffentlichkeit durch eine in den Räumen des Zollagers angebrachte Notiz zur Kenntnis gebracht.

Art. 21. Für die Erhebung der in Artikel 17, 1. a vorgesehenen Mindestgebühr pro Paket werden nicht als Paket angesehen :

- 1° Die Artikel aus Glas, Steingut, Porzellan, usw., die lediglich von Stroh, Papier oder einer ähnlichen Schutz bietenden Verpackung umgeben sind.
- 2° Die nicht verpackten Behälter mit einem Fassungsvermögen von 2,5 Liter und weniger, die Weine, destillierte Getränke, Biere oder andere Flüssigkeiten enthalten.
- 3° Alle unverpackten schweren Waren (Ziegel; Dallen; Platten; Barren oder Rohre aus Metall, usw.).

Art. 22. Die Pakete, die mehrere andere umfassen (gruppierte Pakete und Container), gelten jedes als Einheit. Wenn die verschiedenen Pakete auf Anfrage der Importeure aus der Gruppierung gelöst oder aus den Containern herausgeholt werden, wird die Mindestgebühr auf jedes Paket alleine berechnet.

Art. 23. Unabhängig von den in Artikel 8 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung bezeichneten Waren dürfen folgende Waren nicht in Zollager angenommen werden :

- Salzsäure, Salpetersäure und Schwefelsäure
- Alkohol oder Weingeist von 90 Grad oder mehr nach dem Alkoholmessgerät Gay-Lussac
- Streich- und Schwefelhölzchen
- Arsenik in Pulverform
- Kriegs- und Lustbarkeitsfeuerwerke
- Tannenholz
- Schweisswolle
- Zündhütchen für Feuerwaffen
- Herd- und Kohlenasche
- Gelöschter oder ungelöschter Kalk
- Stein- oder Holzkohle
- Lumpen
- Kobalt in Pulverform
- Eingesäzene oder ungesalzene Rohhäute
- Dünger
- Terpentinöl
- Heu
- Teer
- Geräucherte Heringe
- Ätherische Öle
- Knochen aller Art
- Stroh
- Getrocknete Schollen
- Rohhautabfälle
- Schwefel
- Stockfisch
- Flüssige Spirituslacks und alle ungesunden oder gefährlichen Waren, deren Nähe anderen Waren schaden kann
- Sicherheitsmunition.

Jedoch können die nicht durch Gesetz vom Zollager angeschlossenen Waren in den gemäss Artikel 10 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung zugelassenen Filialen angenommen werden.

KAPITEL IV

Erlaubte Mindestmengen am ein- und ausgang des Zollagers

Art. 24. Die Waren können in gleichen Mengen in das Zollager aufgenommen werden oder daraus abgezogen werden, ausser in den gemäss Artikel 21 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung durch den Finanzminister festgelegten Fällen.

KAPITEL V

Unterbringung und Verstaueung der Güter in den Magazinen

Art. 25. Die Waren werden an der durch den Einnehmer bezeichneten Stelle untergebracht; sie werden nach Arten und getrennt verstaueung, und zwar auf die durch ihn vorgeschriebene Art und Weise.

Art. 26. Die Platz- und Verstaueungsänderungen in den Magazinen, die im Interesse des Dienstes oder aus anderen wirklichen Gründen notwendig werden, geschehen im Beisein des dazu eingeladenen Eigentümers; diese Arbeiten gehen zu Lasten der Stadtverwaltung.

Ausser in diesem Falle ist es verboten, ohne die Sondergenehmigung des Einnehmers die Unterbringung oder die Verstaueung der Waren auf irgendeine Art und Weise zu verändern.

Art. 27. Beim Verlassen des Zollagers muss der gesamte Teil der Waren ohne Unterschied, der in einem gleichen Dokument aufgeführt ist, für die Kontrolle an dem dazu vorgesehenen Ort oder an jedem anderen vom Zollkontrolldienst für zweckmässig angesehenen Ort vereint sein. Falls diese Kontrolle in den Lagerhallen stattfinden sollte, müssen die Waren aufgeschnürt und so zusammengelegt werden dass ihre Erkennung erleichtert wird.

Die Pakete, deren Kontrolle beendet ist, werden an der dafür im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Stelle den Deklaranten überlassen. Sie müssen so früh wie möglich und auf jeden Fall abgeholt werden, spätestens am Abend des folgenden Tages nach dem Datum der Bescheinigung oder des Kontrollvisums. Sobald die Kontrolle abgeschlossen ist, ist die Verwaltung jeglicher Verantwortung für Diebstahl, Unterschlagung, Beschädigung oder alle anderen möglichen Schäden entoben.

Die gleiche Verpflichtung zum Wegräumen besteht für die Deklaranten, was Warenabfälle und Verpackungen aller Art angeht.

Falls die Deklaranten der einen oder anderen Bestimmung der beiden vorhergehenden Absätze nicht nachkommen sollten, werden die Verrichtungen von Amts wegen auf Kosten des Deklaranten ausgeführt, unbeschadet der in Artikel 41 gegenwärtiger Regelung festgelegten Strafen.

Art. 28. Die Pakete, deren Kontrolle aus irgendeinem Grunde unterbrochen oder suspendiert wurde, müssen wieder geschlossen und in einem durch den Hauptkontrolleur bezeichneten Raum hinterlegt werden.

Art. 29. Die Kontrollierten und nicht innerhalb der in Artikel 27 vorgeschriebenen Frist abgeholt Pakete können an einem besonderen durch den Hauptkontrolleur bezeichneten Ort auf Gefahr der Deklaranten und auf deren Kosten hinterlegt werden. Für diese Pakete sind auf jeden Fall Hinterlegungsgebühren zu entrichten, die den durch gegenwärtige Regelung vorgesehenen Lagergebühren entsprechen, die Verwaltung bleibt jedoch jeglicher Verantwortung entoben, wie auch schon im zweiten Absatz des Artikels 27 vorgesehen.

Die Bestimmungen gegenwärtigen Artikels sind ebenfalls auf die im Sondermagazin des Zollagers hinterlegten Waren anwendbar, wenn sie innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Ankunft deklariert wurden, ohne jedoch innerhalb der im gleichen Artikel 27 angegebenen Frist abgeholt worden zu sein.

KAPITEL VI. — Anbringen und Bewahren der Etiketts

Art. 30. Auf jedem verschiedenen Warenteil wird ein Etikett angebracht.

Art. 31. Sobald die Waren verstaueung sind, legt der Lagerhalter dem Einnehmer oder dem mit den Funktionen des Lageristen betrauten Beamten Etiketts zum Visieren vor, die dem durch den Finanzminister festgelegten Modell entsprechen und alle verlangten Angaben enthalten.

Art. 32. Wenn die Etiketts mit dem durch den vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Visum versehen sind, bringt der Lagerhalter sie ohne zu zögern an den betreffenden Waren an und achtet er auf ihre Bewahrung.

Art. 33. Die Etiketts werden solange nicht geändert, wie die Waren, über die sie Auskunft geben sollen, im gleichen Magazin und auf den gleichen Namen laufen bleiben; beim Abholen des Warenteils, den sie betreffen, werden sie durch die Zollbeamten entfernt. Im Fall einer Übertragung muss der neue Lagerhalter alle obengenannten Verpflichtungen erfüllen, und zwar für den ihm übertragenen Teil.

KAPITEL VII. — Entnahme von Mustern

Art. 34. Keinerlei Muster darf entnommen werden, ausser gegen Vorzeigung einer Erklärung für Verbrauch bei Zahlung der Gebühren, entweder sofort oder später gegen Zahlungsverprechen, gemäss den Vorschriften des Artikels 22 des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 1979 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung.

KAPITEL VIII

Behandlung der im Zollager hinterlegten Waren

Art. 35. Gemäss Artikel 16 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 sowie Artikel 8, § 1 des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 1979 über die Zollager und die zeitweilige Hinterlegung, sind die Änderung der Verpackung, das Sortieren, die Auswahl und andere übliche Behandlungen der im Zollager hinterlegten Waren der Genehmigung des Hauptkontrolleurs oder des Einnehmers unterworfen, dem zu diesem Zweck vorher eine schriftliche Erklärung abgegeben werden muss.

Was Manufakturwaren betrifft, so dürfen diese Verrichtungen nur in dem besonders zu diesem Zweck durch den Einnehmer bezeichneten Raum stattfinden; die Lagerhalter müssen sie unverzüglich vornehmen und auch die Waren wieder sofort in Paketen zusammenstellen.

Was die Änderung der Verpackung angeht, so müssen die auf den ursprünglichen Verpackungen angebrachten Kennzeichen genauestens auf die neuen Verpackungen übertragen werden, sobald die Pakete gebildet sind, ausser mit der im ersten Absatz gegenwärtigen Artikels erwähnten Erlaubnis.

KAPITEL IX. — Auslage der Waren

Art. 36. Keinerlei Manufakturwaren dürfen zum öffentlichen Verkauf in einer Auslage ausgestellt werden. In den anderen Fällen darf die Auslage nur mittels Genehmigung des Einnehmers erfolgen.

KAPITEL X. — Reservierte Räume und Stellen

Art. 37. In den Magazinen des Zollagers können den Lagerhaltern Räume oder Stellen für ihren ausschliesslichen Bedarf zur Verfügung gestellt werden.

Die Zuteilung dieser Räume und Stellen, die « reservierte Räume » und « reservierte Stellen » genannt werden, erfolgt durch die Stadtverwaltung, jedoch nach Konsultierung des Einnehmers.

In jedem Fall legt die Abmachung zwischen der Stadtverwaltung und dem Lagerhalter die Dauer fest, für welche der Raum oder die Stelle letzter zur Verfügung gestellt wird, sowie die Bedingungen, denen sie unterworfen ist.

Art. 38. Der Einnehmer kann vorschreiben :

- a) dass die Stellen eingefriedigt werden;
- b) dass die Räume und eingefriedigten Stellen mit zwei Schlüsseln abgeschlossen werden, von denen der eine durch den Lagerhalter und der andere durch den Zoll bewahrt werden, damit beide nicht getrennt Zugang dazu haben.

Art. 39. Der Lagerhalter, der einem Dritten die Gesamtheit seiner reservierten Raum oder seine reservierte Stelle überlassen, ausser mit vorheriger Genehmigung der Stadtverwaltung, die dem Einnehmer konsultiert.

Art. 40. Die Bestimmungen gegenwärtiger Regelung sind in Anbetracht der Erleichterungen, die der Zoll kraft der allgemeinen Reglementierung gewähren darf, auf die reservierten Räume und Stellen anwendbar.

KAPITEL XI. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 41. Jeglicher Verstoß gegen die durch gegenwärtige Regelung vorgeschriebenen Ordnungs- und Polizeimassnahmen wird mit einer Geldbusse von 500 bis 4 000,— Franken belegt, die

in Artikel 55, § 1 des Gesetzes vom 20. Februar 1978 über die Zolllager und die zeitweilige Hinterlegung festgelegt wird, unbeschadet gegebenenfalls der Anwendung der durch die geltenden Gesetze verhängten Strafen.

2. Vorbehaltlich der Billigung durch den Stadtrat wird gegenwärtiger Beschluss am ersten Tag des Monats nach der Billigung durch den Finanzminister in Kraft treten.

Gesehen und dem Ministerialerlass vom 5. Januar 1983 anzulegen.

Der Vizepremier, Minister der Finanzen
und des Aussenhandels,

W. DE CLERCQ

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Province de Brabant Personnel provincial non enseignant. — Indemnités Approbation

Un arrêté royal du 3 novembre 1982, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale ainsi que de l'article 2 de la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, approuve la résolution du 24 septembre 1982, par laquelle le conseil provincial du Brabant modifie le règlement sur les frais de séjour du personnel provincial non enseignant.

Province de Brabant. — Personnel Résolutions du conseil provincial. — Approbation

Un arrêté royal du 3 novembre 1982, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale, et de l'article 71 de la loi du 14 février 1961, d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, modifié par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1961, approuve les résolutions du conseil provincial du Brabant du 24 septembre 1982, fixant le règlement organique et du personnel des musées provinciaux « Van Humbeek-Piron » à Louvain et « Huize Ernest Claes », à Zichem, ainsi que les conditions d'accès et le règlement précaire du gestionnaire du musée.

Impositions provinciales. — Approbation

Un arrêté royal du 5 novembre 1982, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale, approuve, pour un terme de trois ans expirant le 31 décembre 1985, les résolutions du 28 septembre 1982 par lesquelles le conseil provincial du Brabant établit, à partir du 1er janvier 1983 :

- 1° le règlement général relatif à la perception des impositions provinciales;
- 2° les règlements relatifs à la perception des taxes provinciales sur :
 - les établissements dangereux, insalubres et incommodes;
 - les chiens;
 - les agences de paris aux courses de chevaux;
 - les gens de maison;
 - les vélocipèdes;
 - les permis de port d'armes de chasse;
 - la force motrice;
 - les distributeurs automatiques;
 - le personnel occupé;
 - les cyclomoteurs, les motocyclettes, les bateaux et canots de plaisance;
 - les dépôts de mitraille ou de véhicules usagés;
 - les appareils distributeurs de carburants liquides ou gazeux;
 - les panneaux d'affichage.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Province Brabant Niet-onderwijzend provinciepersoneel. — Vergoedingen Goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 3 november 1982, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 van de provinciewet, en artikel 2 van de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, is goedkeuring verleend aan het besluit van de provincieraad van Brabant d.d. 24 september 1982, houdende wijziging van de reglementering betreffende de verblijfkosten van het niet-onderwijzend provinciepersoneel.

Province Brabant. — Personeel Beslissingen van de provincieraad goedgekeurd

Bij koninklijk besluit d.d. 3 november 1982, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 der provinciewet, en artikel 71 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 27 juli 1961, is goedkeuring verleend aan de beslissingen van de provincieraad van Brabant d.d. 24 september 1982, houdende vaststelling van het organiek en personeelsreglement van de provinciale musea « Van Humbeek-Piron » te Leuven en « Huize Ernest Claes », te Zichem, alsook bepaling van de toegangsvoorwaarden en de bezoldigingsregeling van de museabeheerder.

Provinciebelastingen. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 5 november 1982, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 van de provinciewet, zijn goedgekeurd, voor een termijn van drie jaar eindigend op 31 december 1985, de beslissingen van de provincieraad van Brabant d.d. 28 september 1982, houdende vaststelling, met ingang van 1 januari 1983 van :

- 1° het algemeen reglement betreffende de inning van de provinciebelastingen;
- 2° de reglementen betreffende de inning van de provinciebelastingen op :
 - de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen;
 - de honden;
 - de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedstrijden;
 - het huispersoneel;
 - de rijwielen;
 - de verloven voor het dragen van jachtwapens;
 - de drijfkracht;
 - de automatische verdelers;
 - het tewerkgesteld personeel;
 - de bromfietsen, motorfietsen, pleziervaartuigen en -bootjes;
 - de stapelplaatsen van schroot of van oude voertuigen;
 - de verdeelapparaten van vloeibare of gasvormige motorbrandstoffen;
 - de aanplakborden.